

## VŒU

### Contre le chômage et la précarité, pour une justice sociale

#### LE CONSEIL,

Présenté par le groupe Front de Gauche  
au nom de la majorité municipale

ADOPTE le vœu suivant :  
par 34 voix pour et 10 abstentions

**Avril 2012** : « *Je veux combattre le chômage* », titre de la page 24 du programme pour les élections présidentielles de François Hollande. Il y avait alors 2 900 000 chômeurs de catégorie A, 4 300 000 chômeurs toute catégorie confondue inscrits à Pôle Emploi.

**Novembre 2014** : il y a 3 432 500 chômeurs de catégorie A, 5 431 500 toutes catégories confondues.

Au total, ce sont donc 500 000 chômeurs de plus sans activités, et 500 000 personnes en activités réduites, sans emploi stable et pérenne. Et il ne s'agit que des personnes inscrites à Pôle Emploi comme « demandeurs d'emploi », alors qu'on sait qu'un certain nombre de personnes ne sont aujourd'hui pas inscrites à cause des radiations, des blocages administratifs ou bien de situation de détresse parfois trop lourde.

Considérant que toutes les politiques menées depuis deux ans par le gouvernement, au nom d'une « inversion de la courbe du chômage » sans cesse proclamée, jamais réalisée, ne font que l'accroître davantage. La mise en place du Crédit Impôt Compétitivité Emploi n'a fait que répondre aux exigences du Medef et du patronat pour améliorer la distribution de dividendes aux actionnaires, sans aucune garantie affichée pour l'emploi, bien au contraire.

Considérant que les récentes déclarations du Ministre du travail sur le « contrôle des chômeurs » sont inacceptables. Les chômeurs ont des droits qui ne sont pas respectés, ils subissent les difficultés de la vie, de plus en plus violente aujourd'hui : il n'est pas tolérable d'y ajouter le poids de la culpabilisation individuelle et collective d'une « mauvaise volonté » dans la recherche d'un travail durable, stable et digne. Les chômeurs sont bien les premières victimes de la crise !

Considérant que, selon les chiffres officiels, la « fraude aux allocations » atteindrait 2 milliards d'euros, tandis que la « fraude aux cotisations sociales » de la part des entreprises atteindrait 20 à 25 milliards d'euros. Dans le même temps le gouvernement continue à exonérer les entreprises de cotisations sociales, veut remettre en cause voire suspendre les seuils sociaux. S'il y avait des économies à faire, encore faudrait-il les faire là où il y a de l'argent, là où la dépense n'est pas un investissement public pour tous, mais ne sert que les intérêts de quelques uns, à savoir dans les crédits et autres avantages fiscaux accordés aux grandes entreprises.

Considérant que les récentes déclarations sur la baisse possible des allocations ou encore la remise en cause de leur durée, sont une régression sociale historique. C'est une attaque contre notre système de redistribution, ciment d'une société juste et équitable.

Considérant que derrière les chiffres du chômage, les courbes et les pourcentages, il y a des femmes et des hommes, des vies en souffrance, des urgences. Pour faire société et vivre ensemble, il faut penser à l'humain d'abord !

Le Conseil municipal d'Ivry-sur-Seine :

- soutient la lutte pour les droits des chômeurs, pour leur reconnaissance, le respect de leurs difficultés et leur droit à la dignité ;
- demande au gouvernement un changement radical de politique pour mettre fin à l'attaque sans précédent contre le droit au chômage et contre notre système de protection sociale, et pour une véritable politique publique d'emploi pour tous ;
- soutient les associations qui luttent, au quotidien, au plus près des gens, et appelle à participer à la grande Manifestation contre le chômage et la précarité, pour la justice sociale, le 6 décembre prochain, organisée par AC !, l'APEIS, la CGT chômeurs et la MNCP.

TRANSMIS EN PREFECTURE  
LE 27 NOVEMBRE 2014  
RECU EN PREFECTURE  
LE 27 NOVEMBRE 2014  
PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE  
LE 25 NOVEMBRE 2014